



RECUEIL DE LEGISLATION

A – N° 15

28 février 1986

Sommaire

Règlement ministériel du 9 janvier 1986 portant création d'un Prix National de la Photographie .	page 798
Règlement grand-ducal du 4 février 1986 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail conclue pour le métier de carreleur entre la fédération des entreprises de carrelage du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et le syndicat des carreleurs affilié à la confédération syndicale indépendante d'autre part	799
Lois du 5 février 1986 conférant la naturalisation	812
Règlement grand-ducal du 6 février 1986 modifiant le règlement grand-ducal du 11 juin 1985 portant fixation des indemnités dues aux membres des commissions pour les examens de fin de stage des enseignants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique	816
Règlement grand-ducal du 6 février 1986 modifiant le règlement grand-ducal du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes à ceux des fonctionnaires de l'Etat . . .	816
Règlement ministériel du 11 février 1986 complétant la liste annexée à l'arrêté ministériel du 21 juin 1961 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs	817
Règlement ministériel du 12 février 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 11 mai 1959 portant fixation de la nomenclature générale des actes, fournitures et services médicaux, prévue à l'article 308bis du code des assurances sociales, tel qu'il a été modifié par la suite	818
Règlement ministériel du 21 février 1986 modifiant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour les véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles	819
Règlement grand-ducal du 22 février 1986 autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre des travaux extraordinaires d'intérêt général	821
Règlement grand-ducal du 22 février 1986 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 82/500/CEE du 7 juin 1982, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence	822
Règlement grand-ducal du 22 février 1986 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 82/499/CEE du 7 juin 1982, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radioélectriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires	823
Loi du 22 février 1986 modifiant certaines dispositions en matière d'impôt commercial communal et d'impôt sur le total des salaires	824
Règlement grand-ducal du 22 février 1986 modifiant le règlement grand-ducal du 19 décembre 1969 portant exécution de l'article 71 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu . .	825
Réglementation au tarif des droits d'entrée	826
Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel et annexes, signé à Vienne, le 8 avril 1979 - Entrée en vigueur pour la Jordanie	827

Règlement ministériel du 9 janvier 1986 portant création d'un Prix National de la Photographie.

Le Ministre des Affaires Culturelles,

Considérant qu'il y a lieu d'envisager des mesures concrètes au niveau national pour promouvoir la créativité dans le domaine de l'image photographique;

Vu les crédits inscrits à la section du Ministère des Affaires Culturelles au budget des recettes et des dépenses de l'Etat;

Arrête:

Art. 1^{er}. Il est créé un Prix National de la Photographie, dénommé ci-après « le Prix ».

Art. 2. La participation au Prix est soumise aux conditions suivantes:

- a. Pourront participer au Prix tous les photographes de nationalité luxembourgeoise ou étrangère qui résident au Grand-Duché de Luxembourg.
- b. Les auteurs qui voudront participer au Prix présenteront un dossier photographique personnel.
- c. Tous les tirages, sans distinction du procédé technique, devront être réalisés par l'auteur lui-même.
- d. Aucune image ne doit avoir fait l'objet d'une publication antérieure.
- e. Chaque dossier, ainsi que chaque image portera sur son dos un pseudonyme. Ce même pseudonyme sera marqué sur une enveloppe fermée, accompagnant le dossier, et contenant nom, prénom, adresse et numéro de CCP ou de compte en banque de l'auteur.
- f. Un jury nommé par le Ministre des Affaires Culturelles et composé de 7 membres au moins fera un choix des dossiers lui soumis. Les membres du jury pourront attribuer le Prix à un seul dossier, ou bien, si cela leur semble justifié, le répartir à parties égales entre deux ou trois auteurs.
- g. La composition du jury sera rendue publique par voie de presse.
- h. Le jury déclinera toute contribution, qui pendant ou après sa mission, se révélerait comme étant de nature à l'égarer quant à l'identité de l'auteur.
- i. Les membres du jury et le personnel du Ministère des Affaires Culturelles ne pourront participer au Prix.
- j. Les travaux du jury sont secrets.
- k. Les dossiers seront remis à leurs auteurs après la délibération du jury. Toutefois le Ministère des Affaires Culturelles pourra faire appel, soit aux lauréats, soit à des auteurs non-sélectionnés, de mettre à la disposition du Ministère, et ceci dans un but de promotion de leur travail, soit leur dossier photographique, soit un dossier identique au premier en qualité et en présentation.
- l. Toute publication ultérieure des images par le Ministère des Affaires Culturelles nécessite l'accord préalable de l'auteur du travail photographique.
- m. Le Prix sera attribué annuellement.
- n. Il appartient au Ministre des Affaires Culturelles de déterminer le montant du Prix.
- o. Le Ministère des Affaires Culturelles se réserve le droit de placer le concours sous le nom d'un thème.

Art. 3. Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 9 Janvier 1986.

Le Ministre des Affaires Culturelles,
Robert Krieps

Règlement grand-ducal du 4 février 1986 portant déclaration d'obligation générale de la convention collective de travail conclue pour le métier de carreleur entre la fédération des entreprises de carrelage du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et le syndicat des carreleurs affilié à la confédération syndicale indépendante d'autre part

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 9 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail;

Sur proposition concordante des membres permanents et des membres spéciaux de chacune des parties représentées à la commission paritaire de conciliation et sur avis des chambres professionnelles compétentes;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La convention collective de travail pour le métier de carreleur conclue entre la fédération des entreprises de carrelage du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et le syndicat des carreleurs affilié à la confédération syndicale indépendante d'autre part est déclarée d'obligation générale pour l'ensemble du métier pour lequel elle a été établie.

Art. 2. Notre Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec la convention collective prémentionnée.

Le Ministre du Travail,
Jean-Claude Juncker

Palais de Luxembourg, le 4 février 1986.
Jean

KOLLEKTIVVERTRAG FÜR DAS FLIESENLEGERGEWERBE
abgeschlossen zwischen der
« Fédération des Entreprises de Carrelages du Grand-Duché de Luxembourg »
einerseits, und dem
« Syndicat des Carreleurs »
angeschlossen an den
« Onofhängegen Gewerkschaftsbond Letzebuerg » (OGB-L)
andererseits
gültig ab 1. Juli 1985

INHALTSVERZEICHNIS

A. Zweck und Geltungsbereich

- Art. 1 Zweck
- Art. 2 Geltungsbereich

B. Einstellungen und Entlassungen

- Art. 3 Einstellungen
- Art. 4 Entlassungen

C. Arbeitszeit

- Art. 5 Wöchentliche Arbeitszeit
- Art. 6 Ueberstunden, Natht,- Sonntags- und Feiertagsarbeit
 - a) Überstunden
 - b) Nachtarbeit
 - c) Sonn- und Feiertagsarbeit

D. Urlaub, Sonderurlaub, Bezahlte Feiertage

- Art. 7 Urlaub
- Art. 8 Sonderurlaub
- Art. 9 Bezahlte Feiertage

E. Löhne

- Art. 10 Berechnung der Entschädigungen
- Art. 11 Lohnregelung
- Art. 12 Anpassung an den Teuerungsindex
- Art. 13 Lehrlingsentschädigungen
- Art. 14 Reise- und Spesengeld
- Art. 15 Lohnzahlung
- Art. 16 Arbeitsausfall bei Materialmangel

F. Besondere Bestimmungen

- Art. 17 Arbeitsausfall
- Art. 18 Materialien und Werkzeuge
- Art. 19 Baustellenregelung
- Art. 20 Schlechtwetterregelung
- Art. 21 Arbeitnehmervertrag
- Art. 22 Schwarzarbeit

G. Schlichtungswesen

- Art. 23 Schlichtungswesen
- Art. 24 Vertragsdauer

A. Zweck und Geltungsbereich

Art. 1. Zweck. Der Vertrag bezweckt, zur Aufrechterhaltung des sozialen Friedens und zur Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbs, einheitliche Lohn- und Arbeitsbedingungen im Fliesenlegergewerbe zu schaffen. Unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Lage und in harmonischer Zusammenarbeit der Vertragspartner erstrebt er eine Verbesserung des Lebensniveau im Platten- und Fliesenlegergewerbe.

Die Parteien verpflichten sich, in gegenseitigem Einverständnis alle Massnahmen zur Bekämpfung des Puschertums und des unlauteren Wettbewerbs (Schwarzarbeit) zur Anwendung zu bringen und die berufliche Aus- und Weiterbildung gemeinsam zu fördern.

Art. 2. Geltungsbereich. Der Vertrag gilt für alle auf dem Gebiet des Grossherzogtums Luxemburg auszuführenden Fliesenarbeiten und umfasst alle Fliesenlegerbetriebe. Unter seine Bestimmungen fallen alle in diesen Betrieben Beschäftigten.

B. Einstellungen und Entlassungen

Art. 3. Einstellungen. Die Arbeitnehmer werden unter Beobachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen eingestellt. (Gesetz vom 24. Juni 1970 betr. die Regelung des Arbeitsvertrags für die Arbeitnehmer).

Art. 4. Entlassungen

A) Während der Probezeit:

1. Während der Probezeit von 6 (sechs) Wochen kann das Arbeitsverhältnis von jeder Seite zum Schluss einer Arbeitsschicht gelöst werden. Die Kündigungsfrist während der Probezeit beträgt so viele Tage, wie die Probezeit Wochen enthält.

B) Ordentliche Kündigung:

1. Nach Ablauf der Probezeit beträgt die Kündigungsfrist für den Arbeitnehmer 2 (zwei) Wochen.
2. Für den Arbeitgeber gelten die nachfolgenden Kündigungsfristen:
 - 4 Wochen bei weniger als 5 Dienstjahren
 - 8 Wochen bei 5 bis einschliesslich 9 Dienstjahren
 - 12 Wochen ab 10 Dienstjahren
3. Treten die Fälle von Art 4.2) ein, so hat der Arbeitnehmer ausserdem Anrecht auf folgende Abgangsentschädigungen:
 - 1 Monatslohn bei mehr als 5 bis weniger als 10 Dienstjahren;
 - 2 Monatslöhne vom 10 bis 15 Dienstjahren;
 - 3 Monatslöhne ab dem 15. Dienstjahr.
4. Betriebe, welche weniger als 20 Arbeitnehmer beschäftigen können entweder die unter Art 4 B3) aufgeführten Abgangsentschädigungen bezahlen oder nachfolgende verlängerte Kündigungsfristen anwenden:
 - 12 Wochen bei einer Betriebszugehörigkeit von mehr als 5 bis weniger als 10 Dienstjahren;
 - 20 Wochen vom 10. bis 15. Dienstjahr;
 - 24 Wochen ab dem 15. Dienstjahr.
5. Derjenige Partner, der die Kündigungsfristen nicht einhält, schuldet dem andern eine Entschädigung, die dem Lohn der nicht eingehaltenen Frist entspricht.
6. Die Kündigung kann betriebsseitig nur aus begründeten Ursachen erfolgen.
7. Im Falle fristloser Entlassungen kann der Fliesenlegerverband eine Begründung verlangen.
8. Bei der Auflösung des Arbeitsverhältnisses werden der fällige Lohn, die Entlassungspapiere und die Steuerkarte sofort ausgehändigt.
9. Der Arbeitnehmer darf wegen Ausübung eines Arbeitnehmermandats oder auf Grund der Zugehörigkeit zur vertragsschliessenden Arbeitnehmerorganisation nicht entlassen werden oder sonst einen Nachteil erleiden.
10. Bei Kollektiventlassungen ist zunächst der Dialog mit den Sozialpartnern gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. März 1982 zu führen.

C. Arbeitszeit

Art. 5. Wöchentliche Arbeitszeit. Die normale Arbeitszeit beträgt 40 Stunden pro Woche, respektiv 8 Stunden pro Tag bei freiem Samstag, wobei zu beachten ist, dass der Fliesenleger bei gleitender Arbeitszeit in den Stunden von 8 bis 17 Uhr auf der Baustelle anzutreffen ist, nach betrieblicher und individueller Vereinbarung zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer.

Art 6. Überstunden, Nacht-, Sonn- und Feiertagsarbeit. Überstunden, Nacht-, Sonntags- und Feiertagsarbeiten sind nur in dringenden Fällen, Im Einverständnis der Parteien und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen zulässig; sie werden bezahlt auf der Basis des tariflichen Stundenlohnes.

- a) **Überstunden** – Als Überstunden gelten alle über die in Art. 5 festgelegte Arbeitszeit hinaus geleisteten Arbeitsstunden:

bis 20.00 Uhr =25 %
 nach 20.00 Uhr =50 %
 samstags =50 %

- b) **Nachtarbeit** – Als Nachtarbeit gilt die Zeit von 20.00 bis 06.00 Uhr. Bei Wechselschicht oder regelmässiger Nachtarbeit wird ein Zuschlag von 15% bezahlt.
- c) **Sonn- und Feiertagsarbeit** – Für Sonntags- und Feiertagsarbeit wird ein Zuschlag von 100% auf den Stundenlohn bezahlt, ungeachtet der unter Art. 9 geschuldeten Entschädigung.
 Die Zuschläge werden nicht kumuliert. Beim Zusammentreffen mehrerer Zuschläge ist nur der jeweils höhere geschuldet.

D. Urlaub, Sonderurlaub, Bezahlte Feiertage

Art. 7. Urlaub. – Der Urlaub ist geregelt entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen. Die Urlaubsvergütung erfolgt in Form eines Lohnzuschlages von 10,60% bei 25 Arbeitstagen.

Art. 8. Sonderurlaub. Der ganze Lohn ist geschuldet für den Arbeitstag, an dem die Arbeit Infolge eines erlittenen Unfalls, der die Arbeitseinstellung bedingt, eingestellt werden musste.

Bei Bergung und Transport eines auf der Arbeitsstelle Verunglückten oder bei behördlichen Erhebungen über Unglücksfälle auf der Baustelle wird der Verdienstaufschlag vergütet.

Anrecht auf Sonderurlaub hat der Arbeiter bei folgenden Ereignissen:

- 1 Tag: bei Todesfall eines Verwandten und Verschwägerten 2. Grades (Grosseltern, Enkelkinder, Geschwister, Schwager oder Schwägerin); vor seiner Einberufung zum Militärdienst;
- 2 Tage: bei der Niederkunft der Ehefrau, der Adoption eines Kindes, der Hochzeit eines Kindes und beim Umzug (bei nachweisbarem Mobillartransport) des Arbeitnehmers;
- 3 Tage: beim Todesfall der Ehegattin, eines Verwandten oder Verschwägerten 1. Grades (Eltern, Schwiegereltern, Kinder, Stiefkinder);
- 6 Tage: Bei Heirat des Arbeitnehmers.

Der ausserordentliche Urlaub kann nur zu dem Zeitpunkt genommen werden, wo das Ereignis eintritt und kann nicht auf den Erholungsurlaub übertragen werden. Tritt das Ereignis während der Dauer des Erholungsurlaubs ein, so wird dieser für die Dauer des ausserordentlichen Urlaubs unterbrochen. Im übrigen gelten die gesetzlichen Vorschriften.

Ist der Arbeitnehmer gezwungen, sich während der Arbeitszeit in ärztliche Untersuchung zu begeben, so werden bei Vorlegen eines ärztlichen Beleges zur Bescheinigung der Dringlichkeit die Arbeitszeitverluste bis zu 8 Stunden jährlich (ca 4 x 2 Stunden) vergütet.

Art. 9. Bezahlte Feiertage. Die Regelung geschieht entsprechend dem Gesetz vom 10. April 1976. Als bezahlte Feiertage gelten: Neujahr, Ostermontag, 1. Mai, Christi Himmelfahrt, Pfingstmontag, Nationalfeiertag, Maria Himmelfahrt, Allerheiligen und die beiden Weihnachtsfeiertage.

Arbeitnehmer, welche am Tage vor oder nach dem Feiertag ohne vorherige gültige Entschuldigung nicht zur Arbeit erschienen sind, verlieren das Anrecht auf Zahlung des Feiertages.

E. Löhne

Art. 10. Berechnung der Entschädigung. Arbeitsunterbrechungen, Sonderurlaub und Feiertage werden entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen vom 26.07.1975 bezahlt.

Art. 11. Lohnregelung. Die Lohnregelung bildet einen Bestandteil des Vertrages.

Die aufgeführten Tariflöhne gelten für alle im normalen Wohnbereich anfallenden Fliesenlegerarbeiten.

Vorherige schriftliche Vereinbarungen zwischen Fliesenleger und Arbeitgeber über niedrigere Akkordlöhne sind grundsätzlich nur im Rahmen von Grossbaustellen ab 500 qm möglich; der Nachlass darf 10% nicht überschreiten.

Arbeiten im Akkord werden endohnt nach den im Anhang festgelegten Akkordleistungswerten, multipliziert mit dem jeweils geltenden Tariflohn.

Die Akkordleistungswerte gelten bei Innen- und Aussenbelägen für fertige Arbeiten.

Sie umfassen folgende Leistungen:

Reinigung des Untergrundes, ausgenommen grobe Verschmutzungen.

Zubereitung des Bindematerials, ohne Transport.

Herstellung des angegebenen Gefälles.

Annässen des Untergrundes und Herstellen des Spritzbewurfs vor dem Aufbringen der Fliesen und Platten.

Ansetzen und Verlegen unter Beachtung der Farbnuancen (ausgenommen Mindersorderungen).

Einwandfreie Herstellung der Anschlüsse an alle angrenzenden Bauteile.

Herstellung aller Durchbrüche in Fliesen und Platten für sämtliche installationen (z.B. Gas, Wasser, Strom, Heizung usw.).

Verfügen (auch farbig mit werkseitig vorgemischtem Material) oder Ausgiessen und einmaliges Reinigen der Beläge.

Aufstellung einer einfachen Bockrüstung.

Zusammenstellung der übriggebliebenen Materialien bei Räumung der Baustelle.

Bearbeiten, solange der Arbeitnehmer noch an der Arbeitsstelle beschäftigt ist (Einfamilienhaus).

Kennzeichnung und Absperrung der frischverlegten Beläge.

(Bei allen Positionen dieses Tarifvertrages wird der tarifliche Stundenlohn garantiert, sofern beim Arbeitnehmer kein Eigenverschulden vorliegt.

Art. 12. Anpassung an den Teuerungsindex. Sämtliche Löhne basieren auf dem Teuerungsindex für Lebenshaltungskosten.

Art. 13. Lehrlingsentschädigungen. Für Lehrlinge gelten die gesetzlichen Lehrlingsentschädigungen und die Berufsausbildung.

Art. 14. Reise- und Spesegeld. Ist die Baustelle 18 km oder mehr vom Sitz der Firma entfernt, so wird eine Kostenvergütung von 9,- Franken pro Kilometer für die Gesamtstrecke (hin und zurück) bezahlt.

Es besteht die Möglichkeit, diese Vergütung durch eine innerbetriebliche Vereinbarung zwischen Fliesenlegern und Arbeitgeber zu ersetzen, wobei sichergestellt ist, dass der Fliesenleger mindestens die entstandenen Reisespesen bezahlt bekommt.

Jeder Fliesenleger, welcher 3 Monate bei demselben Arbeitgeber beschäftigt ist erhält im Monat Juni 4.300, – Franken (Index 412,02) als Entschädigung für Werkzeug, Glühbirnen, usw.

Art. 15. Lohnzahlung. Die Vorschusszahlung erfolgt dekadewise auf der Basis der vereinbarten Mindestlöhne bzw. nach Vereinbarung.

Die Monatsabschlusszahlung muss in Lohntüten mit Firmenstempel und der genauen Berechnung des Lohnes, der Urlaubsentschädigung, gegebenenfalls der entschädigungspflichtigen Abwesenheiten und der gesetzlichen Abzüge geschehen.

Die Lohnabschlussverrechnung einer Arbeit muss spätestens innerhalb 14 Tagen nach Fertigstellung derselben erfolgen.

Das Aufmass der Akkordarbeiten soll spätestens am Tage nach Fertigstellung, die Abrechnung und Auszahlung des Ueberschusses bei der nächsten Lohnzahlung erfolgen.

Beim Aufmessen des Baues muss der Fliesenleger eine Abschrift der Masse erhalten.

Art. 16. Arbeitsausfall und Materialmangel. Kann die Arbeit wegen Materialmangels nicht aufgenommen werden, so sind nach einer Wartezeit von 4 Stunden die ausfallenden Arbeitsstunden zu vergüten, wenn der Arbeitgeber am Vortage vom Arbeitnehmer bis 16.00 Uhr in Kenntnis gesetzt wurde, dass er am nächsten Morgen eine neue Arbeit aufnehmen können oder an der Fortführung der begonnenen Arbeit durch Materialmangel verhindert sei.

F. Besondere Bestimmungen

Art. 17. Arbeitsausfall. Als Ausfallzeit gilt auch, wenn der Fliesenleger selbst bei geliefertem Material die Arbeit nicht aufnehmen kann, da die Arbeitsstelle nicht vorbereitet ist, bedingt durch die abgeschlossenen Arbeiten anderer Berufsgruppen.

Art. 18. Materialien und Werkzeuge. Die Materialien werden auf die Baustelle befördert, wobei auch der Fliesenleger behilflich sein sollte. Bütten, Eimer, Schaufel, Sieb und Bürste sind vom Fliesenleger in Ordnung zu halten und selbst hinzubefördern. Elektrische Schneidmaschinen sowie Wasserschneidmaschinen sind in gutem Zustand zur Baustelle zu schaffen und in Ordnung zu halten.

Die Materialien hat der Arbeitgeber auf die Verwendungsebene der Baustelle zu liefern, höchstens 20 m von der Verarbeitungsstelle entfernt.

Art. 19. Baustellenregelung. Jeder im Akkord tätige Arbeitnehmer haftet gegenüber dem Arbeitgeber für die Erfüllung der Verpflichtungen aus dem Akkordtarifvertrag, insbesondere für die sach- und fachgerechte Ausführung der gesamten Arbeit.

Die Mitglieder einer Akkordgruppe haften für den Ersatz eines von der akkordgruppe verursachten Schadens anteilmässig, eine gesamtschuldnerische Haftung entfällt.

Die Haftung des Arbeitnehmers als Mitglied einer Akkordkolonne entfällt, wenn er an der mangelhaften Leistung nicht mitgearbeitet hat und sich diese Tatsache aus den Arbeitsberichten der Akkordkolonne ergibt.

Nach Fertigstellung der Arbeit sind Bauschutt und Ueberreste sorgfältig vom Fliesenleger in Säcke zu füllen, die vom Arbeitgeber zur Verfügung gestellt werden.

Die Baustelle ist vom Fliesenleger sauber zu halten.

Art. 20. Schlechtwetterregelung. Die Regelung der Schlechtwettergeldentschädigung erfolgt gemäss den gesetzlichen Bestimmungen vom 28.01.1971. Sie kommen zur Anwendung in der Zeit vom 16. November bis einschliesslich 31. März (mit Ausnahme der beiden Wochen begreifend Weihnachten resp. Neujahr). In dieser Periode hat der Arbeitnehmer Anrecht auf eine Lohnentschädigung für wetterbedingten Arbeitsausfall in Höhe von 80% des normalen Bruttostundenlohnes, ohne dass derselbe 180% des gesetzlichen Minimalstundenlohnes eines unqualifizierten Arbeiters von 18 Jahren überschreiten darf. Der Arbeitgeber ist verpflichtet, die Schlechtwetterentschädigung vorzulegen und an den Arbeitnehmer zusammen mit der normalen Lohnauszahlung zu entrichten. Die ersten 8 Ausfallstunden eines Kalendermonats innerhalb der vorgesehenen Schlechtwetterperiode – wobei die Periode vom 16. bis 30. November als voller Kalendermonat gilt – werden nicht entschädigt und gehen zu Lasten des Arbeitnehmers: die nächstfolgenden 8 Stunden gehen zu Lasten des Arbeitgebers.

Art. 21. Arbeitnehmervertretung. Für die Vertretung der Arbeitnehmer durch den Arbeiterausschuss gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 22. Schwarzarbeit Die Arbeiter sind verpflichtet, keine Schwarzarbeit zu verrichten. Als Schwarzarbeit gilt jede unter diesen Vertrag fallende Betätigung (einschliesslich Nachbarschaftshilfe) die ausserhalb des Betriebes für Dritte geleistet wird.

Bei erwiesener Schwarzarbeit (z.B. an Urlaubstagen oder allen freien Tagen) werden die in Art. 15 und 21 des Urlaubsgesetzes vom 22.4.1966 vorgesehenen Sanktionen angewandt.

Der Strafbetrag wird einbehalten durch den Arbeitgeber, bei dem der Arbeiter beschäftigt ist und der zuständige Bezirkskrankenkasse überwiesen.

G. Schlichtungswesen

Art. 23. Schlichtungswesen. Für die Regelung von Schwierigkeiten die sich bei der Auslegung des Vertrages ergeben, wird eine paritätische Vertragskommission gebildet, die sich aus je 2 Delegierten der vertragschliessenden Parteien zusammensetzt. Falls die Kommission zu keiner Einigung gelangt, kann sie die Entscheidung einem Schiedsrichter übertragen. Die interpretativen Entscheidungen der Vertragskommission bzw. des Schiedsrichters sind allgemeinverbindlich und stellen eine Ergänzung des Vertragstextes dar.

Differenzen, für die sich die Parteien nicht auf die Anrufung des Schiedsrichters einigen können, sind dem Nationalen Schlichtungsamt zu unterbreiten. Die Vertragspartner sind gehalten, ihre Vertreter für die Schlichtungskommission spätestens binnen 30 Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags schriftlich zu benennen. Änderungen sind dem Vertragspartner unverzüglich bekanntzugeben.

Bei Streitigkeiten jeder Art darf vor Beendigung der Verhandlungen der tariflichen oder gesetzlichen Schlichtungsinstanzen weder gestreikt noch ausgesperrt werden. Werden während der Vertragsdauer neue Plattensorten verlegt, die nicht im Lohntarif aufgeführt sind, so ist es Aufgabe der vorgenannten paritätischen Vertragskommission, die Verrechnung festzusetzen. Sie werden dem Nationalen Schlichtungsamt zur Allgemeinverbindlichkeitserklärung unterbreitet und bei nächstfolgenden Vertragseuerungen übernommen.

Art. 24. Vertragsdauer. Der Vertrag tritt mit Wirkung vom 1. Juli 1985 in Kraft und läuft 2 1/2 Jahre, d.h. bis zum 31. Dezember 1987.

Die gemäss einer am 25.06.1985 getroffenen «Vereinbarung» zu verwirklichenden und in einem «Arbeitsbuch» zu bescheinigenden Lohn- und Qualifikationseinstufungen treten am 01.07.1986 in Kraft und gelten in einer Testperiode zunächst bis zum 31.12.1987.

Vereinbarungen, sowie Lohn- und Qualifikationseinstufungen bilden einen integralen Bestandteil dieses Vertrages gem. Anlage 1.

Die Kündigungsfrist beträgt 3 Monate. Erfolgt keine Kündigung, so läuft der Vertrag automatisch um ein Jahr weiter.

Der Vertrag wird in 5facher Ausfertigung unterschrieben. Je 1 Exemplar wird der Arbeitgeber- resp. Arbeitnehmerorganisation, der Handwerkskammer, dem OGB-L und der Gewerbeinspektion zugestellt. Die Verhandlungen für den Abschluss eines neuen Vertrags sind im ersten Monat nach der Kündigung aufzunehmen.

Luxemburg, den 25. Juni 1985.

Für das « Syndicat des Carreleurs »
Emil Greif, Eugène Bausch,
Präsident Zentralsekretär

Für die
« Fédération des Entreprises de Carrelages du
Grand-Duché de Luxembourg »
Folco Tomasini,
Präsident

LOHNTARIF (Index 412,02)

Allgemeines

Nachstehender Lohntarif versteht sich für eine fachgerechte Ausführung der Arbeit, Sauberkeit und Ordnung am Arbeitsplatz. Leistungen, die nach Fertigstellung der Arbeit nicht mehr feststellbar sind, müssen vom Bauherrn oder seinem Vertreter bescheinigt werden, z.B. Stunden, Unterbeton, Supplementar-Anträgen der Wände, usw.

A) Stundenlohn

(bei Qualifikationsstufe Q3) 322,10 Fr.
Minutenwert: 60 = 5,37 Fr.

B) Wandbeläge

I. Im Mörtelverfahren

Zuschlag für Mörtelverfahren oder Herrichten des klebegerechten Untergrundes (0-3 cm).
im Schnitt 2 cm 35 Min./m²

<i>II. Suppletar -Antragen bei mehr als 20 mm Stärke</i>	
Zuschlag pro cm/m ²	15 Min./m ²
<i>III. Im Klebeverfahren</i>	
10/10 einschl. 11/11	94 Min./m ²
ab 11/11 einschl. 22/22	70 Min./m ²
ab 22/22 cm, sowie alle übrigen Formate	76 Min./m ²
Zuschlag für Wandbeläge aus 4 oder mehreren Dekorfliesen die zusammen ein Muster bilden	27 Min./m ²
ausgenommen Freske	
Zuschlag für Wandbeläge aus Relieffliesen stark profiliert, ab 2 mm	14 Min./m ²
Zuschlag für Steinzeugfliesen	8 Min./m ²
<i>Bei sämtlichen nachfolgenden Fliesen ist der Steinzeugzuschlag einbegriffen</i>	
Sechseck 15/15 cm + Florinetten ab 12 cm	146 Min./m ²
Stift, einschl. Lawastift + sämtl. geklebte Formate mit geraden Kanten	89 Min./m ²
Paletten und Kombimosalk	89 Min./m ²
Florinetten	
Kleinformat, bis 12 cm	175 Min./m ²
Sechseckmosaik (alle übrigen geklebten Fliesen mit runden oder geschleiften Kanten mit halben Platten	129 Min.
Riemchen und Navetten	146 Min./m ²
Bottiche werden nach Stundenlohn verrechnet	

Anmerkung

Auf einen nicht ebenen Untergrund der Wand sowie andere Mängel des Untergrundes hat der Fliesenleger vor Beginn der Arbeit ausdrücklich hinzuweisen. Die Wand muss lot- und fluchtgerecht sein.

Der Kleber muss mit dem Kammspachtel aufgetragen werden können.

<i>IV. Wandbeläge in Küchen,</i>	
ausgeführt nach Fertigstellung der Kucheneinrichtung nur zwischen und über den Anbauschränken bis 5m ² ; bei vorherigem Verlassen der Baustelle	Stundenlohn
(sonst Akkord)	

C Trennwände

Trennwände bauen und Türzargen aufstellen	Stundenlohn
<i>Besondere Arbeiten bei Wandbelägen und Fassaden</i>	
Wandbeläge als Treppenverkleidung, Zuschlag	20%
Ausfugen mit Fugeisen	Stundenlohn

Badewannen einbauen mit Gasbeton

Badewanne einbauen	
1 Seite	80 Min./Stck
2 Seiten	100 Min./Stck
3 Seiten	120 Min./Stck
Badewanne schlef:	
1 Seite	117 Min./Stck
2 Seiten	137 Min./Stck
3 Seiten	157 Min./Stck

Duschbecken einbauen	
1 Seite	54 Min./Stck
2 Seiten	64 Min./Stck
3 Seiten	74 Min./Stck
Wenn kein Gasbeton verwendet wird, erfolgt die Verrechnung Im Stundenlohn.	
Fussnische herstellen	60 Min./Stck
Revisionsrahmen einbauen	30 Min./Stck
Plattenarbeiten an Stürzen (wenn mehr als eine Flatte breit, Decken, Bögen, Gewölben und mehr als 30% überhängenden Wänden)	Stundenlohn
Ueberhöhe ab 3 bis 3,50 ist	100%
wenn über 3,50 m, ab 3 cm	60%
Seifenschalen, Klosettroller und dergl.	27 Min./Stck
Rolladenhalter oder Kaminbüchse einsetzen	
ohne Loch	27 Min./Stck
Loch hauen	Stundenlohn
Bei Kühlschränken auf Isolierung, falls der Kühlschrank als einzige Arbeit im Immöbel ausgeführt wird, Zuschlag auf die ganze Arbeit von	20%
<i>Industrieräume</i>	
Wandbeläge in Industrieräumen, wo zahlreiche Rohre oder Maschinen an der bekleideten Wand eine Behinderung darstellen, Zuschlag	20%
Wie vor, Bodenbeläge Zuschlag	15%
Maschinensockel einkleiden	Stundenlohn
<i>Schwimmbäder</i>	
Ueberlauftrinne, einsch. Zwischenfliese, sowie Beckenrandstein (Zwischenfliese massgerecht gellefert)	Stundenlohn
Beckenrandstein	Stundenlohn
Finnenrinne wird nach den jeweiligen Plattensorten integral als Wand verrechnet	
Steigleiter	Stundenlohn
D. Fassaden	
Zuschlag (inkl. Ueberhöhe, Steinzeug und Schnitt)	30%
Pfeiler alleinstehen	Stundenlohn
Haussockel bis 1,00 m hoch gelten nicht als Fassade	
E. Bodenbeläge	
10/10, 7,5/15, 15/15, 15/30, 18/18, 20/20, 20/30 25/25, 30/30, 32,5/32,5 bis 40/40 und sämtliche geklebte Fliesen	59 Min./m ²
Platten über 40/40	63 Min.
Sechseckplatten 10/10, 15/15	70 Min.
Achteckplatten	70 Min.
Natursteinplatten in Bahnen verlegt, in Werksbreiten von 5-30 cm verschiedener Längen	64 Min.
Natursteinplatten verschiedener Grössen, Bahnen niche unregelmässig verlegt	140 Min.
Bodenplatten 6,5/20, 6,5/25, 8/24 cm	80 Min.
Paletten 5/5 Keller oder Räume über 20m ²	49 Min.
Platten spezial Format wie Tometten, Gothikmuster, herzförmige Florinetten	
Grossformat	85 Min.
Kleinoormat, annahemd 10/10	100 Min.
Navetten 5/20	85 Min.

Navetten Grossformat	80 Min.
Grossfliesen, Klinker ohne Spalten 15/30 + 30/50 gemischt	100 Min.
Alle übrigen auf Papier geklebten Fliesen bei über 50% geschweift oder gerundeten Kanten	90 Min.
<i>Zuschläge bei Bodenbelägen</i>	
15/15 cm ab 3,5 cm stark	6 Min.
Unglasiert und glasiert, aber gekörnt, bruchrauh, rutschhemmend, Zuschlag	10%
Diagonalverlegen sämtlicher Plattensorten	10%
Diagonal und Fischgrat verlegt, sämtlicher Plattensorten, Zuschlag	20%
Diagonal verlegen bei Stift und Paletten	20%
Scharfe Coupe bei Stift und Paletten, bei Winkeleisen (Türabschlüsse ausgeschlossen). Teppichrahmen HKS	11 Min./m'
Anpassen bei Eisentürzargen ab 20/20 mit Trennscheibe geschnitten	25 Min./Zarge
Ausfugen mit Fugeisen	Stundenlohn
Beton herstellen pro m ² je 1 cm hoch	3 Min.
Winkeleisen (Teppichrahmen abgemessen)	13 Min.
Mörtel aus der Dehnungsfuge ausschneiden, sowie die Fuge auskitten	Stundenlohn
Die angegebenen Preise für Bodenbeläge verstehen sich für eine Gesamthöhe von	
5 cm bei einer Plattenstärke bis zu 18 cm	
7 cm bei einer Plattenstärke von 18 bis 22 cm	
8 cm bei einer Plattenstärke von 22 bis 30 cm	
und mit Verlegen der Randisolierung.	
Nachträgliche Anschlüsse (Türrahmen, Fensterbänke usw.) werden im Stundenlohn ausgeführt.	

F. Verlegen von Bodenplatten im Dünnbettverfahren

in einem Raum, Vorspachteln nicht einbegriffen	10% Redukt./m ²
ab 12m ²	15% Redukt./m ²

G. Gerade Stufen einschl. gaufré und gerillt

20/20, 30/30, 20/30	63 Min./m'
10/20, 10/30, 12/24, 15/15	90 Min./m'
10/10	116 Min.
5/20 unglasiert und glasiert	146 Min.

2) Wendelstufen einschl. gaufré und gerillt

20/20, 30/30, 20/30	88 Min.
10/20, 10/30, 12/24, 15/15	123 Min.
10/10	172 Min.
5/20 unglasiert und glasiert	199 Min.

3) Runde, sowie einseitig und beidseitig freistehende Wendeltreppe, einschl. gaufré und gerillt

20/20, 30/30, 20/30	118 Min.
10/20, 10/30, 12/24, 15/15	173 Min.
10/10	231 Min.
5/20 unglasiert und glasiert	253 Min.

Alle Stufen mit HKS als Stosstritt

Coupe an der Auftrittplatte, Zuschlag

ohne Coupe an der Auftrittplatte, Zuschlag

Stufen mit normaler Tritthöhe (zusätzlicher Streifen) gelten als Wendelstufen.

Tritte aus einfachen Platten gelten als Stufenbelag.

Bei Eckplatten, auf Gehung geschnitten, wird Retour mitgemessen.

Natursteinplatten, Stosstritte aus anderen Platten	
5/15 cm	125 Min.
10/15 cm	110 Min.
15/15 cm	100 Min.
Natursteinplatten mit rauher Oberfläche, mit Stossplatte auf Mass hergestellt inkl. das eventl. Ausgleichen der Betontritte:	
normale Tritte	73 Min./m'
gewendelte Tritte	84 Min./m'
Tritte mit glatter Oberfläche (ohne Abspitzen, Einspitzen, Beihauen und Coupe, welche im Stundenlohn zu verrechnen sind	54 Min.
Stufen (Wendel) werden nach ihrer grössten Länge gemessen.	

Stufenbeläge:

Wird ein Treppenlauf mit Stosstritt aus Platten oder Natursteinplatten und der Auftritt in Estrich bis zu 5 cm vom Plattenverleger hergestellt, sind diese Tritte zu verrechnen wie jeweils im Lohntarif als Fertigtritte.

H. Fensterbänke und Balkonabschlüsse

Trittnasen-Abschlüsse 10 /10 bis 40/40	50 Min./m'
Trittnasen auf Gehrung geschnitten	75 Min.
Wenn Geländer von oben posiert, Vergütung der Mehrarbeit im Stundenlohn	
Rinnen 10/10 cm aus fertigen Rinnplatten	22 Min./m'
Rinnen 15/15 cm aus fertigen Rinnplatten	18 Min./m'
Rinnen aus HKS = HKS Preis.	
Platten 10/10 bis 40/40 cm längsseitig breitseitig verlegt	60 Min./m'
Fensterbänke in einem Stück, vom Fliesenleger gleichzeitig mit der Fliesenarbeit verlegt	38 Min./m'
Konsolen posieren	15 Min./Stck

I. Sockel

HKS – Kehlsockel	25 Min./m'
Stehsockel langseitig	14 Min./m'
Stehsockel hochkantig (ausser 5/10)	27 Min.
Paletten als Stehsockel bis 10 cm hoch	20 Min.
Sockel 5/10 hochkantig	33 Min.
Sockel 5/10 längsseitig	14 Min.
Paletten als Stehsockel bis 10 cm hoch auf Fugenschnitt	25 Min.
Stifthohlkehlssockel bis 10 cm hoch	110 Min.
Natursteinplatten	20 Min.
Natursteinsockel, verschiedener Längen, eine Stärke im Klebeverfahren	16 Min.
Sockel aus Stift oder Glasstift bis 10 cm hoch	25 Min.
Durch Gefälle bedingtes Schneiden an Hohlkehlssockel Zuschlag	80%
Zuschlag an Stehsockel	40%

Treppensockel

allé Formate, mit Antragen, gegebenenfalls Gipsabspitzen einbegriffen, mit Unterhauen	55 Min.
allé Formate abgestuft	46 Min.
Natursteinsockel (Treppe) fabrikgepasst	
schräg	40 Min.
abgestuft	52 Min.
Bei Treppensockel aus Naturstein, wenn vom Plattenleger von normalen Platten geschnitten und gepasst (nicht aus Sockel)	

a) gestufter Sockel	78 Min.
b) Limon schräg	105 Min.
Limon aus Stift bis 10 cm Höhe, abgestuft	109 Min.
Limon aus Stift schräg oder waagrecht bis unter Flacheisen von Treppenrampe bis zu einer Höhe von 15 cm	152 Min.
Limon aus Paletten 10 cm hoch abgestuft	87 Min.
Limon aus Paletten 10 cm hoch schräg	130 Min.
Sockel freistehend geklebt einschl. Abschneiden der Isolierung – Vorstrelchen der Wände mit einem chemischen Produkt sowie Entfernen der Latten, Zuschlag	3 Min.
wie vor, mit Mörtel	6 Min.

J. Isolierarbeiten

Verlegen von Isoliermaterialien wie Matten, Platten und Drahtgeflecht, pro Schicht ...	5 Min./m ²
Dachpapier oder Folie, pro Schicht	3 Min./m ²
Verarbeiten Trockenschüttung bis 4 cm	3 Min.
wie vor, mit Zement gemischt pro cm/m ²	3 Min.
Bel Bodenheizung ohne Estrich wenn Isolierung vorhanden, Verlegungsschwierigkeitszuschlag (nicht wenn Bitumenisolierung oder Estrich vorhanden ist)	6 Min.
Beimischen von schwer zu verarbeitenden chemischen Produkten zum normalen Mörtel wenn vom Arbeitgeber verlangt, zum Ausfugen, Zuschlag	3 Min.
Säurefestes Ausfugen ausgeschlossen – Säurefestes Ausfugen nach Vereinbarung	

K. Kleinarbeiten

Bei Reparaturarbeiten = voller Tageslohn zugesichert.

L. Bewohnte Räume und Fertighäuser

Bei Arbeiten in bewohnten Häusern, Fertighäuser oder in Betrieb befindlichen Werkstätten, wo eine Arbeitsbehinderung besteht, wird diese Behinderung im Stundenlohn entlohnt, wird die Behinderung vom Arbeitgeber bescheinigt.

M. Aussenarbeiten

Wenn Aussenarbeiten als alleinige Arbeit ausgeführt werden, gehen die durch schlechte Wetterverhältnisse bedingten Ausfallstunden in beidseitigem Einverständnis zu Lasten des Arbeitgebers.

N. Sonderarbeiten

Alle nicht nach Tarif auszuführenden Arbeiten sind im Stundenlohn zu verrechnen.

O. Verfugen von Boden- und Wandbeläge

Soweit die Arbeit nicht vom selben Fliesenleger ausgeführt werden kann, (Krankheit, Urlaub usw.): Reduktion oder Entgelt:	
bel Wandbelägen	15%
bei Bodenbelägen	10%

P. Die angegebenen Zeiten = Akkordzeiten

ANLAGE I

Vereinbarung

getroffen zwischen der
Fédération des Entreprises de Carrelages du Grand-Duché de Luxembourg
einerseits und dem
Syndicat des Carreleurs (OGB-L)
andererseits

1. Der Kollektivvertrag tritt ab 1. Juli 1985 in Kraft, dies für die Dauer von 2 1/2 Jahren bis zum 31.12.1987.
2. Die Basis für den neuen Kollektivvertrag entspricht den Abmachungen, die in der Verhandlungsrunde vom 25. Juni 1985 getroffen wurden.
3. Der Lohnentarif, so wie er am 25. Juni 1985 definitiv verabschiedet wurde, tritt ab 1. Juli 1985 für die Laufdauer des Kollektivvertrages in Kraft.
4. Im Interesse der Aufwertung und Absicherung des Fliesenlegerhandwerks kommen die vertragsschliessenden Parteien überein, ein neues Berufsbild auszuarbeiten, welches sowohl die Lehrlingsausbildung wie die berufliche Qualifizierung unqualifizierter Arbeitnehmer ermöglichen respektiv fördern soll. Als Basis gilt beiliegendes Arbeitspapier, welches eine neue Lohnstruktur ermöglicht.
5. Die vertragschliessenden Parteien vereinbaren gleichzeitig weitgehende Beschäftigungs- und Lohngarantien für die zur Zeit im Beruf und in den Betrieben beschäftigten Fliesenleger, dies unter anderem durch:
 - die Einführung eines «Arbeitsbuches»
 - den zur Zeit beschäftigten Fliesenlegern wird der Lohn und die jetzige LohnEinstufung garantiert
 - im Falle wirtschaftlicher Schwierigkeiten, die Personalentlassungen nach sich ziehen, geniessen die heute beschäftigten Fliesenleger eine Beschäftigungsgarantie gegenüber allen Neueinstellungen.
 - im Falle von Arbeitslosigkeit im Sektor « Fliesenleger » geniessen die heute beschäftigten Fliesenleger Priorität bei Einstellung in den Betrieben.
5. Die vertragschliessenden Parteien kommen überein, dass alle auftretenden schwierigkeiten gemeinsam in der hierfür im Kollektivvertrag vorgesehenen Schlichtungsstelle behandelt und im Interesse des sozialen Friedens bereinigt werden.
7. Im Falle der Annahme des Verhandlungsergebnisses, verpflichten die Vertragspartner sich dazu, dass die Wiederaufnahme der Arbeit spätestens am Montag den 1. Juli 1985 um 8.00 Uhr geschieht.

Angefertigt in Luxemburg am 25. Juli 1985.

Es folgen die Unterschriften:

John Castegnaro, Eugène Bausch, Emile Greif, Folco Tomasini, Arthur Nilles, Alphonse Peters, etc.

ANLAGE II

Vorschlag für eine Anlage zum Tarifvertrag im Fliesenlegerhandwerk:

Lohn- bzw. Qualifikationsstufen

- Q 1: Ausführung aller einfachen Fliesenlegerarbeiten; mindestens 5 Jahre Berufspraxis oder C.A.P.
Basismindestlohn: 250,-/St = 4,17 Flux/Min.
- Q 2: Ausführung aller üblichen Fliesenlegerarbeiten; mindestens 7 Jahre Berufspraxis oder C.A.P. + 2 Jahre Berufspraxis.
Basismindestlohn: 280,-/St. = 4,67 Flux/Min.

- Q 3: 10 Jahre Berufspraxis oder C.A.P. + 5 Jahre Berufspraxis.
Ausführung aller Fliesenlegerarbeiten mit jedem Schwierigkeitsgrad.
Basismindestlohn: 322,10,-/St. = 5,37 Flux/Min.
- Q 4: Vorarbeiter im Fliesenlegerberuf; mindestens 15 Jahre Berufspraxis oder Meisterdiplom
Basismindestlohn: 350,-/St. = 5,83 Flux/Min.
- H Q: Vorarbeiter (auch für Grossobjekte), mindestens 20 Jahre Berufspraxis oder Meisterdiplom mit 10 Jahren
Basismindestlohn: 380,-/St. = 6,33 Flux/Min.
- Luxemburg, den 25. Juni 1985.

Lois du 5 février 1986 conférant la naturalisation.

- Par lois du 5 février 1986 la naturalisation est conférée aux personnes désignées ci-après:
- Abbruscato* Vincenzo, né le 9 décembre 1957 à Vicari (Italie), demeurant à Mullendorf/Steinsel.
- Agustsson* Hördur Gunnar, né le 1^{er} juillet 1945 à Reykjavik (Islande), demeurant à Luxembourg.
- Albonetti* Marie-France, épouse divorcée de *Haag* Gilbert Bernard, née le 1^{er} septembre 1954 à Dudelange, demeurant à Dudelange.
- Almeido* Alcindo Francisco, né le 9 avril 1943 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.
- Correia* Brito Maria da Luz, épouse *Almeida* Alcindo Francisco, née le 18 mars 1937 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.
- Arnould* Alain Léon Albert, né le 21 décembre 1951 à Villance (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette.
- Bartocci* Ivo, né le 19 avril 1949 à Esanatoglia (Italie), demeurant à Belvaux.
- Battistella* Lidia Vania, veuve de *Urbany* Jean-Pierre Albert, née le 31 octobre 1955 à San Biagio di Callalta (Italie), demeurant à Pétange.
- Bernard* Francis André Louis Paul, né le 4 juin 1945 à Richelieu (France), demeurant à Dippach.
- Bertinelli* Gian Paolo, né le 2 juillet 1949 à Scheggia e Pascelupo (Italie), demeurant à Bettembourg.
- Maurer* Madeleine Marguerite, épouse *Bertinelli* Gian Paolo, née le 20 février 1952 à Volmerange-les-Mines (France), demeurant à Bettembourg.
- Blasi* Rolando, né le 5 juin 1947 à Rumelange, demeurant à Esch-sur-Alzette.
- Boggiani* Danielle Ida, épouse divorcée de *Dolenc* André Joseph, née le 23 octobre 1954 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette.
- Briesch* Rudolf Andreas, né le 10 juin 1959 à Trèves (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Dalheim.
- Bruno* Daniel Joseph Dominique, né le 31 octobre 1940 à Saint-Etienne (France), demeurant à Angelsberg.
- Bucco* Jean Michel Charles, né le 5 mai 1951 à Wiltz, demeurant à Wiltz.
- Candida da Luz* Eusebio, né le 16 décembre 1949 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Schiffflange.
- Cavallari* Fernando Aldo, né le 1^{er} novembre 1949 à Saulnes (France), demeurant à Bascharage.
- Copet* Robert Marcel Luc Joseph, né le 9 septembre 1959 à Etterbeek (Belgique), demeurant à Mamer.
- Cræye* Jean-Paul Etienne, né le 11 septembre 1939 à Mouscron (Belgique), demeurant à Schiffflange.
- Dahlem* Reinhold Aloysius, né le 21 juillet 1946 à Langsur (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Roodt/Syre.
- Dal Borgo* Nelly Catherine, épouse *Wagner* Rodolphe Jean-Pierre, né le 27 septembre 1949 à Dudelange, demeurant à Bettembourg.

- Daruwala Jhangoo, né le 24 octobre 1944 à Bombay (Inde), demeurant à Schieren.
- Del Toe* Agabito Francesco, né le 13 mars 1931 à Differdange, demeurant à Oberkorn.
- Del Toe* Nathalie Béatrice, épouse Barthel Eugène François Jean, née le 30 décembre 1957 à Differdange, demeurant à Differdange.
- De Toffoli* Gian Carlo Giovanni, né le 19 janvier 1954 à Cison di Valmarino (Italie), demeurant à Luxembourg.
- Di Donato* Maria Teresa, épouse *Moscetti* Luciano, né le 20 août 1955 à Scafa (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette.
- Doan Van Do*, né le 14 juin 1949 à Hai-Duong (Vietnam), demeurant à Steinsel.
- Ho Thi Them*, épouse *Doan Van Do*, née le 1^{er} juin 1952 à Dalat (Vietnam), demeurant à Steinsel.
- Dondelinger* Armand Marie Nicolas, né le 14 mars 1944 à Post (Belgique), demeurant à Tuntange.
- Gierend* Erna Margarete, épouse *Dondelinger* Armand Marie Nicolas, née le 28 septembre 1941 à Esch-sur-Alzette demeurant à Tuntange.
- Dos Reis* Antonia Ana, veuve de *Monteiro* Francisco Antonio, née le 25 février 1936 à Nossa Senhora do Rosario/Sao Nicolau (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.
- Dos Santos* Joao Joaquim, né le 15 février 1944 à Santo André/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Diekirch.
- Duong Duong Tho*, né en 1939 à Cholon (Vietnam), demeurant à Luxembourg.
- Quach* Muoi, épouse *Duong Duong Tho*, née le 8 septembre 1943 à Phu Cuong/Thu Dau Mot (Vietnam), demeurant à Luxembourg.
- Eisenmenger* Stephan Péter, né le 27 septembre 1954 à Berlin/Steglitz (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Tuntange.
- Zastrau* Brigitte Hildegard, épouse *Eisenmenger* Stephan Péter, née le 25 mars 1956 à Wiesbaden (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Tuntange.
- Ferrero* Giuseppe, né le 2 mai 1946 à Serole (Italie), demeurant à Rumelange.
- Fortes* Maria da Luz, née le 12 juin 1942 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.
- Hawa* Alphonsine Charlotte, épouse *Goerens* Nicolas Joseph, née le 29 juin 1940 à Kisangani (Zaire), demeurant à Niederfeulen.
- Hendriks* Johannes Péter Wilhelmus, né le 16 mars 1953 à Arcen en Velden (Pays-Bas), demeurant à Dahl.
- Hillmann* Guido Albert, né le 30 décembre 1958 Trèves (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Bissen.
- Hua* Trung Nghia, né le 27 mars 1934 à Long Phu/An-Giang (Vietnam), demeurant à Luxembourg.
- Trinh* Nhu Co, épouse *Hua* Trung Nghia, née le 15 août 1937 à Phu-Cat/Hue (Vietnam), demeurant à Luxembourg.
- Huszka* Andréa, né le 29 septembre 1958 à Rome (Italie), demeurant à Mersch.
- Ioppo* Paolo Antonio, né le 2 mai 1950 à Torviscosa (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette.
- Kmec* Vincent, né le 6 août 1948 à Kalniste (Tchécoslovaquie), demeurant à Eltz/Redange.
- Kochanowicz* Marian Stanislaw, né le 30 mars 1941 à Swiebodna (Pologne), demeurant à Luxembourg.
- Dec* Stanislaw Agnes, épouse *Kochanowicz* Marian Stanislaw, née le 2 mai 1938 à Trzebuska (Pologne), demeurant à Luxembourg.
- Lambert* Raymonde Simone, épouse *Goergen* Pierre, née le 16 juin 1938 à Belfort (France), demeurant à Dudelange.
- Lehmann* Helene, veuve de *Seil* Charles dit René, née le 10 mars 1927 à Trèves (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Steinsel.

- Ludovicy Tommy*, né le 28 novembre 1954 à Diekirch, demeurant à Luxembourg.
- Maas Anna Maria*, épouse *Kugener Marcel Pierre*, née le 24 février 1914 à Irrel (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Luxembourg.
- Mancinelli Giulia*, veuve de *Venz Robert Léopold*, née le 1^{er} février 1920 à Foligno (Italie), demeurant à Differdange.
- Mercuri Luciano*, né le 2 mars 1943 à Force (Italie), demeurant à Rumelange.
- Bordignon Laretta Antonia*, épouse *Mercuri Luciano*, née le 25 juin 1946 à Rumelange, demeurant à Rumelange.
- Meskens Patrick René Roland Joseph*, né le 9 mars 1956 à Uccle (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette.
- Nasseri Soheil*, né le 18 avril 1950 à Mahallat (Iran), demeurant à Helmsange.
- Nasseri Behjat*, épouse *Nasseri Soheil*, née le 2 avril 1955 à Naragh (Iran), demeurant à Helmsange.
- Neves Francisco Joao*, né le 28 janvier 1938 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Diekirch.
- Gertrudes Neves Antonia*, épouse *Neves Francisco Joao*, née le 16 janvier 1934 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap Vert), demeurant à Diekirch.
- Ney Bertrand Lucien*, né le 22 octobre 1955 à Rodemack (France), demeurant à Luxembourg.
- Nguyen Van Cuong*, né le 12 juin 1952 à Savannakhet (Laos), demeurant à Luxembourg.
- Peters Christian Heinrich*, né le 30 mai 1938 à Reuland/Bracht (Belgique), demeurant à Bissen.
- Phoelich Wilhelmina Hendrika Reinera Gerarda*, épouse *Herren Jean Léonard*, née le 8 avril 1947 à Nijmegen (Pays-Bas), demeurant à Bigonville.
- Picchiotti Mario*, né le 10 octobre 1936 à Nocera Umbra (Italie), demeurant à Differdange.
- Piccinini Marcel*, né le 27 février 1959 à Dudelange, demeurant à Dudelange.
- Pinckers Joseph Philomène Antoine*, né le 27 février 1959 à Kayl, demeurant à Schoos.
- Ponnudurai Jeyasundaram*, né le 29 juin 1947 à Sillalai (Sri Lanka), demeurant à Luxembourg.
- Sivanathan Chitra*, épouse *Ponnudurai Jeyasundaram*, née le 30 octobre 1959 à Inuvil (Sri Lanka), demeurant à Luxembourg.
- Pravisani Théodore*, né le 12 novembre 1947 à Ettelbruck, demeurant à Vichten.
- Quinn Eugene*, né le 22 septembre 1945 à Scranton/Lackawanna (USA), demeurant à Luxembourg.
- Recktenwald Markus*, né le 22 août 1956 à Dirmingen (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Wiltz.
- Schade Joachim Ernst*, né le 22 janvier 1960 à Ottweiler (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Luxembourg.
- Schmit Léonard Jules*, né le 14 octobre 1929 à Frassem (Belgique), demeurant à Kleinbettingen.
- Schmit Suzanne Marie*, épouse divorcée de *Schlesser Louis Dominique Jean*, né le 13 septembre 1946 à Dudelange, demeurant à Dudelange.
- Schröter Christian*, né le 19 mars 1955 à Görlitz (République démocratique d'Allemagne), demeurant à Alzingen.
- Schwörer Hermann Friedrich*, né le 6 mai 1932 à Freiburg im Breisgau (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Surré.
- Sommavilla Francesco*, né le 29 septembre 1948 à Luxembourg, demeurant à Steinfort.
- Stibbe Jean Luc André Joseph*, né le 2 septembre 1953 à Bastogen (Belgique), demeurant à Niederfeulen.
- Thomas Annemarle*, épouse divorcée de *Mathias Jean-Pierre*, née le 16 octobre 1952 à Neustadt (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Alzingen.
- Tran Con Son*, né le 1^{er} janvier 1949 à Giadinh (Vietnam), demeurant à Schengen.
- Tran Thanh Lien*, veuve de *Duong Hun Nham*, née en 1907 à Cholon (Vietnam), demeurant à Luxembourg.

Vaccaro Albert Louis, né le 12 février 1954 à Volmerange-les-Mines (France), demeurant à Luxembourg.
Ranner Silvia, épouse *Vaccaro* Albert Louis, née le 5 avril 1955 à Traunstein (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Luxembourg.

Vaccaro Vincenza, épouse divorcée de *Martino* Candido Gino, née le 16 novembre 1955 à Genzano di Lucania (Italie), demeurant à Luxembourg.

Valentin Werner, né le 28 février 1927 à Duisburg (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Eischen.
van den Berkmortel Wilhelmus Petrus Maria, né le 8 septembre 1949 à Deume (Pays-Bas), demeurant à Bockholtz.

Van Schil Frank Lucien Léon, né le 9 juillet 1959 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Luxembourg.
Vrehen Comelia Theodora Maria, épouse *Wilmes* Gilbert Dominique, née le 8 février 1954 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg.

Warren Beryl Katharina, née le 29 février 1952 à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Luxembourg.

Andrade Delgado Julia, épouse *Lima* Adriano Antonio, née le 12 mai 1948 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.

Baranek Bohumil, né le 22 septembre 1928 à Bystrica sous Lopenik (Tchécoslovaquie), demeurant à Tétange.

Edelmann Cornelia, épouse *Bollendorff* Jean-Pierre Georges, née le 20 avril 1956 à Grevenmacher, demeurant à Luxembourg.

Lutz Elfriede Erica, épouse *Weyland* Albert Léon, née le 2 mars 1941 à Nilvange (France), demeurant à Niederborn.

Menichetti Walter, né le 7 octobre 1958 à Rumelange, demeurant à Rumelange.

Schneider Rupert Matthias, né le 11 février 1957 à Trèves (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Luxembourg.

Seidenthal Nannette Barbara Margot, épouse *Reinert* Jacques, née le 18 janvier 1948 à Schwäbisch Hall (République fédérale d'Allemagne), demeurant à Mondercange.

Thibaut Hervé Fernand Emile Ghislain, né le 9 mars 1959 à Arlon (Belgique), demeurant à Mamer.

van der Venne Claude Pierre, né le 16 mai 1959 à Etterbeek (Belgique), demeurant à Bereldange.

Vink Cornelis, né le 23 mars 1937 à Bleskensgraaf en Hofwegen (Pays-Bas), demeurant à Uebersyren.

Winant Jean Eudes François Ghislain, né le 26 avril 1959 à Boma (Zaïre), demeurant à Walferdange.

Delgado Maria Quiteria, épouse de *Semedo Delgado* Joao, née le 6 janvier 1942 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Ettelbruck.

Schweizer Fritz, né le 28 décembre 1932 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg.

Silva Antonio Vicente, né le 15 juillet 1947 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap Vert), demeurant à Ettelbruck.

Remarque importante: Les naturalisations précitées ne sortiront leurs effets que quatre jours après la publication au Mémorial B de l'avis indiquant la date de l'acte d'acceptation.

Règlement grand-ducal du 6 février 1986 modifiant le règlement grand-ducal du 11 juin 1985 portant fixation des indemnités dues aux membres des commissions pour les examens de fin de stage des enseignants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 2 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education Nationale et de la Jeunesse et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art 1^{er}. L'article 2 du règlement grand-ducal du 11 juin 1985 portant fixation des indemnités dues aux membres des commissions pour les examens de fin de stage des enseignants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique est remplacé par les dispositions suivantes:

« **Art. 2.** Les membres des commissions instituées pour l'appréciation des travaux de recherche scientifique des enseignants stagiaires de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ont droit aux indemnités suivantes: vingt mille francs pour le rapporteur principal; dix mille francs pour chacun des deux rapporteurs adjoints.

Pour l'appréciation d'un travail de recherche scientifique remanié, les indemnités ci-dessus sont ramenées à respectivement douze mille et six mille francs. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Education Nationale et de la Jeunesse et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Le Ministre de l'Education Nationale,
et de la Jeunesse
Fernand Boden

Le Ministre des Finances
Jacques Santer

Château de Berg, le 6 février 1986.
Jean

Règlement grand-ducal du 6 février 1986 modifiant le règlement grand-ducal du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes à ceux des fonctionnaires de l'Etat.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 28 juillet 1954 portant révision générale des traitements et pensions des fonctionnaires et employés des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes et syndicats de communes, notamment l'article premier;

Vu la loi du 24 décembre 1985 modifiant l'article 1^{er} modifié de la loi du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que les modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le paragraphe 1. de l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes à ceux des fonctionnaires de l'Etat est remplacé:

a) avec effet au 1^{er} janvier 1986 par le texte suivant:

« 1. Les traitements de base des fonctionnaires sont fixés pour chaque grade et échelon d'après les dispositions du présent règlement et de ses annexes et d'après la valeur correspondant à l'indice cent du tableau Indiciaire. Cette valeur est et sera celle fixée pour les fonctionnaires de l'Etat et est arrêtée actuellement au montant annuel de quatre-vingt-cinq mille trois cent soixante-dix francs, valeur au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948. »

b) avec effet au 1^{er} janvier 1987 par le texte suivant:

« 1. Les traitements de base des fonctionnaires sont fixés pour chaque grade et échelon d'après les dispositions du présent règlement et de ses annexes et d'après la valeur correspondant à l'indice cent du tableau Indiciaire. Cette valeur est et sera celle fixée pour les fonctionnaires de l'Etat et est arrêtée actuellement au montant annuel de quatre-vingt-six mille six cent cinquante francs, valeur au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948. »

Art 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Jean Spautz

Château de Berg, le 6 février 1986.
Jean

Règlement ministériel du 11 février 1986 complétant la liste annexée à l'arrêté ministériel du 21 juin 1961 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs.

Le Ministre de la Justice

Vu la loi du 20 avril 1881, concernant le transport et le commerce des matières explosives;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 20 avril 1881, relatif au transport, au commerce et au dépôt de la poudre à tirer et des autres substances explosives, modifié par l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1961;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 1961 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs;

Vu l'avis de Monsieur le Directeur de l'Inspection du Travail et des Mines;

Arrête:

Article unique. La position 5 du n° B 5 – 1 de la liste annexée à l'arrêté ministériel du 21 juin 1961 portant reconnaissance officielle et classement des explosifs, est modifiée et complétée comme suit:

« 5. Cordeaux détonants souples de la firme Union Lorraine d'Explosifs, Ars s/Moselle et de la société Titanite S. A., Pontailier-sur-Saône (Côte d'Or), Detonations-ZUndschnur des firmes Dynamit Nobel A. G., Troisdorf et Bofors Aktiebolaget, Bofors. »

Luxembourg, le 11 février 1986.

Pour le Ministre de la Justice,
Le Ministre de la Santé
Benny Berg

Règlement ministériel du 12 février 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 11 mai 1959 portant fixation de la nomenclature générale des actes, fournitures et services médicaux, prévue à l'article 308bis du code des assurances sociales, tel qu'il a été modifié par la suite.

Le Ministre de la Sécurité sociale

Le Ministre de la Santé,

Vu l'article 308bis du code des assurances sociales;

Vu l'article 4 de la loi modifiée du 29 août 1951 concernant l'assurance maladie des fonctionnaires et employés;

Vu l'article 17 de la loi du 23 avril 1979 portant modification de l'assurance maladie des professions indépendantes et institution d'une indemnité pécuniaire;

Vu l'article 9 de la loi modifiée du 13 mars 1962 portant création d'une caisse de maladie agricole;

Arrête:

Art 1^{er}. L'annexe à l'arrêté ministériel du 11 mai 1959 portant fixation de la nomenclature générale des actes, fournitures et services médicaux prévue à l'article 308bis du code des assurances sociales, tel qu'il a été modifié par les règlements ministériels des 31 mai 1963, 6 juin 1968, 13 janvier 1969, 16 janvier 1969, 24 février 1969, 6 août 1970, 11 mai 1971, 18 janvier 1981, 28 avril 1982, 14 décembre 1982, 11 avril 1983, 16 juillet 1984, 31 juillet 1984, 31 juillet 1985, 11 septembre 1985, 8 novembre 1985 et 2 décembre 1985 est modifiée en ses chapitres I – Dispositions générales –; XVII – Pneumo-Broncho-Phtisiologie – et XVIII – Radiologie – conformément à l'annexe ci-après.

Art 2. Le présent règlement est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 12 février 1986.

Le Ministre de la Sécurité sociale

Benny Berg

Le Ministre de la Santé

Benny Berg

ANNEXE

- A) 1° a) Le chapitre 1^{er} – Dispositions Générales – est complété en son point L. – Ponctions par une nouvelle position 66 ayant la teneur suivante:
- « 66.1. Ponction simple d'un disque avec ou sans Injection de produits de contraste.
2. Ponction d'un disque avec chimionucléolyse »
- b) le point XIII est modifié de la façon suivante:
- « Remarques concernant les positions 51. à 66. »
- 2° Les chiffres des points M. – Pansements et N. – Autopsies sont reculés d'une unité.
- B) Le chapitre XVII – Pneumo – Broncho Phtisiologie – est modifié en sa position PN 15 de la façon suivante:
- « PN 15 Bronchoscopie rigide ou bronchofibroscopie
1. exploratrice
2. avec prélèvement ou biopsie
- Location du fibroscopie

3. avec extraction de corps étrangers
 4. avec photos ou films, majoration de . . . % pour les positions 1., 2. et 3
 5. avec utilisation de rayons laser dans le traitement de lésions trachéobronchiques
 - 1) Première séance
 - 2) Les séances suivantes
 Majoration de . . . % pour enfants en-dessous de 13 ans »
- C) Le chapitre XVIII – Radiologie est modifié en sa position 31 de la façon suivante:
- « R 31.1 Myélographie
- 31.2 Discographie
- Ponction et injection non comprises. »

Règlement ministériel du 21 février 1986 modifiant le règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour les véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles.

Le Ministre des Transports,

Vu l'article 4 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite;

Vu le règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour les véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles, modifié et complété par les règlements ministériels des 16 octobre 1963, 7 février 1964, 9 mai 1964, 15 juillet 1966, 4 juin 1971, 12 juin 1972, 12 janvier 1974, 4 mars 1975, 2 mars 1976, 29 mai 1978, 30 juillet 1979, 16 décembre 1980, 16 juin 1981 et 18 juillet 1983;

Arrête:

Art 1^{er}. L'article 6 modifié du règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour les véhicules automoteurs et remorques et les prix de contrôle est remplacé par le texte suivant:

« **Art 6.** Les prix des contrôles sont fixés comme suit:

Tableau A

Prix des contrôles obligatoires spécifiés aux subdivisions 1° à 7° de l'article 4 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée:

1) voiture automobile à personnes, voiture commerciale ou véhicule utilitaire	
a) avant la première mise en circulation	320,- frs
b) dans les hypothèses définies aux subdivisions 2° à 7° de l'article 4 précité	340,- frs
2) camionnette	340,- frs
3) autobus ou autocar	450,- frs
4) camion, tracteur de semi-remorque, machine automotrice, tracteur industriel, véhicule équipé en dépanneuse ou véhicule spécial	450,- frs
5) motocycle	230,- frs
6) remorque d'un poids total maximum autorisé inférieur ou égal à 750 kg	230,- frs
7) remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 750 kg et ne dépassant pas 3.500 kg	310,- frs
8) semi-remorque ou remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg	450,- frs

Tableau B

Prix des contrôles obligatoires périodiques spécifiés à la subdivision 8° de l'article 4 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée:

1) voiture automobile à personnes, voiture commerciale ou véhicule utilitaire	245,- frs
2) camionnette	270,- frs
3) autobus ou autocar	390,- frs
4) camion, tracteur de semi-remorque, machine automotrice, tracteur industriel, véhicule équipé en dépanneuse ou véhicule spécial	390,- frs
5) motorcycle	190,- frs
6) remorque d'un poids total maximum autorisé inférieur ou égal à 750 kg	190,- frs
7) remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 750 kg et ne dépassant pas 3.500 kg	250,- frs
8) semi-remorque ou remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg . .	390,- frs

Tableau C

Prix des contrôles complémentaires pour vérifier la réparation des déficiences constatées lors du contrôle précédent:

a) sans emploi d'un appareil	140,- frs
b) avec emploi de l'appareil de contrôle CO	140,- frs
c) avec emploi d'un ou de plusieurs autres appareils que l'appareil CO:	
1) voiture automobile à personnes, voiture commerciale ou véhicule utilitaire	190,- frs
2) camionnette	190,- frs
3) autobus ou autocar	270,- frs
4) camion, tracteur de semi-remorque, machine automotrice, tracteur industriel, véhicule équipé en dépanneuse ou véhicule spécial	270,- frs
5) motorcycle	140,- frs
6) remorque d'un poids total maximum autorisé inférieur ou égal à 750 kg	140,- frs
7) remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 750 kg et ne dépassant pas 3.500 kg	190,- frs
8) semi-remorque ou remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg . .	270,- frs

Tableau D

Autres prix:

1) délivrance d'un double d'un certificat de contrôle technique	140,- frs
2) délivrance d'une copie d'un procès-verbal d'agrément ou d'une fiche technique	140,- frs
3) délivrance d'une attestation relative au certificat de contrôle technique ou d'un double d'un autre document	140,- frs
4) contrôle de l'épure de direction	360,- frs
5) supplément pour l'identification d'un véhicule qui ne fait pas l'objet d'un procès-verbal d'agrément établi par le service officiel d'un pays-membre des C.E.:	
– remorque d'un poids total maximum autorisé inférieur ou égal à 3.500 kg	720,- frs
– semi-remorque ou remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg . .	1.650,- frs
– autres véhicules	1.650,- frs
6) contrôle en matière de l'ADR ou de l'ATP	660,- frs

- | | |
|--|-------------|
| 7) supplément pour l'agrément: | |
| – d'un autobus, d'un autocar, d'un camion, d'un tracteur de semi-remorque, d'un véhicule équipé en dépanneuse, d'un véhicule spécial, d'une semi-remorque ou d'une remorque d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg | 660,- frs |
| – d'un véhicule d'une autre catégorie | 190,- frs |
| 8) détermination de la vitesse par construction | 670,- frs |
| 9) détermination de la teneur en monoxyde de carbone des gaz d'échappement au moyen d'un appareil de contrôle CO | 65,- frs |
| 10) contrôle bénévole avec emploi d'un appareil sans établissement d'un certificat de contrôle technique | 170,- frs |
| 11) vérification des installations des ateliers à agréer pour l'homologation des tachygraphes ou pour attester la conformité des équipements des véhicules fonctionnant au carburant LPG | |
| a) prix des opérations de vérification | 600,- frs |
| b) indemnité de déplacement et frais administratifs | 1.800,- frs |
| 12) contrôle de l'équipement spécial des véhicules fonctionnant au carburant LPG et validation de l'attestation établie par un installateur agréé | 660,- frs |
| 13) attestation de conformité pour les autocars autorisés à circuler à 100 km/h sur les autoroutes étrangères: | |
| a) délivrance de l'attestation | 660,- frs |
| b) vérifications ultérieures | 120,- frs |

Si le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule n'est pas en mesure de produire à l'organisme de contrôle technique le certificat de contrôle de la visite précédente, le prix de contrôle à percevoir à charge du propriétaire ou conducteur est celui qui est fixé au tableau A.»

Art 2. Le présent règlement sera publié au Mémorial et entrera en vigueur le 1^{er} mars 1986.

Luxembourg, le 21 février 1986.

Le *Ministre des Transports*,
Marcel Schlechter

Règlement grand-ducal du 22 février 1986 autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre des travaux extraordinaires d'intérêt général.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi, et notamment son article 15, alinéa 2;

Vu la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, et notamment son article 2 paragraphe (1) sous 3);

Vu le règlement grand-ducal du 26 août 1975 déterminant les conditions et les modalités de contrats d'exécution des travaux extraordinaires d'intérêt général;

Vu l'avis de la chambre de commerce, de la chambre des métiers, de la chambre de travail et de la chambre des fonctionnaires et employés publics;

Vu la demande d'avis adressée à la chambre des employés privés, en date du 16 décembre 1985;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la commission de travail de la chambre des députés;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Economie et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La disposition inscrite à l'article 15 de la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi est renouvelée pour la durée d'une année à partir du 1^{er} janvier 1986.

Art. 2. Notre Ministre du Travail, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1986.

Le Ministre du Travail,

Jean-Claude Juncker

Le Ministre des Finances

Jacques Santer

Pour le Ministre de l'Economie

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie,

Johny Lahure

Château de Berg, le 22 février 1986.

Jean

Doc. parl. n° 2982, sess. ord. 1985-1986.

Règlement grand-ducal du 22 février 1986 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 82/500/CEE du 7 juin 1982, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu le règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/890/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence;

Vu la directive 82/500/CEE de la Commission du 7 juin 1982 (J.O. n° L 222/42 du 30 juillet 1982) portant adaptation au progrès technique de la directive 76/890/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Energie et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Dans l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'antiparasitage des luminaires avec démarreur pour éclairage à fluorescence l'annexe à la directive est remplacée par l'annexe de la directive 82/500/CEE de la Commission du 7 juin 1982 portant adaptation au progrès technique de la directive 76/890/CEE du Conseil.

Art. 2. Cette annexe qui fait partie intégrante du présent règlement ne sera pas publiée au Mémorial, la publication au Journal Officiel des Communautés Européennes - n° L 222/42 du 30 juillet 1982 – en tenant lieu.

Art. 3. Notre Ministre de l'Energie et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Energie,
Marcel Schlechter

Château de Berg, le 22 février 1986.
Jean

Le Ministre de la Justice,
Robert Krieps

Doc. parl. n° 2983, sess. ord. 1985-1986.

Règlement grand-ducal du 22 février 1986 portant adaptation au progrès technique, conformément à la directive 82/499/CEE du 7 juin 1982, de l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radioélectriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu le règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive 76/889/CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radioélectriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires;

Vu la directive 82/499/CEE de la Commission du 7 juin 1982 (J.O. n° L 222/1 du 30 juillet 1982) portant adaptation au progrès technique de la directive 76/899/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radioélectriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Energie et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Dans l'annexe du règlement grand-ducal du 9 mars 1979 portant application de la directive CEE du 4 novembre 1976 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux perturbations radioélectriques produites par les appareils électrodomestiques, outils portatifs et appareils similaires, l'annexe à la directive est remplacée par l'annexe de la directive 82/499/CEE de la Commission du 7 juin 1982 portant adaptation au progrès technique de la directive 76/889/CEE.

Art. 2. Cette annexe qui fait partie intégrante du présent règlement ne sera pas publiée au Mémorial, la publication au Journal Officiel des Communautés Européennes – n° L 222/1 du 30 juillet 1982 – en tenant lieu.

Art. 3. Notre Ministre de l'Énergie et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Énergie,

Marcel Schlechter

Le Ministre de la Justice

Robert Krieps

Château de Berg, le 22 février 1986.

Jean

Doc. parl. n° 2983, sess. ord. 1985-1986.

Loi du 22 février 1986 modifiant certaines dispositions en matière d'impôt commercial communal et d'impôt sur le total des salaires.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 23 janvier 1986 et celle du Conseil d'Etat du 28 janvier 1986 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

A. Impôt commercial communal

Art 1^{er}. Le paragraphe 11, alinéa 2 de la loi concernant l'impôt commercial communal du 1^{er} décembre 1936 est remplacé par les dispositions suivantes: « (2) Le bénéfice d'exploitation est, pour la détermination de la base d'assiette, arrondi au multiple inférieur de mille francs et diminué à concurrence d'un abattement de huit cent mille francs pour les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu des collectivités ou de six cent mille francs pour les autres contribuables. »

Art 2. Le paragraphe 13, alinéa 2 de la loi visée à l'article 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes:

« (2) Le capital d'exploitation est, pour la détermination de la base d'assiette, arrondi au multiple inférieur de dix mille francs et diminué à concurrence d'un abattement de deux millions cinq cent mille francs pour les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu des collectivités ou d'un million huit cent mille francs pour les autres contribuables. »

B. Impôt sur le total des salaires

Art. 3. Le paragraphe 23, alinéa 2 de la loi visée à l'article 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes:

« (2) Le total des salaires qui n'excède pas trois millions deux cent mille francs par contribuable et par exercice n'est pas pris en considération. Lorsqu'il excède trois millions deux cent mille francs sans dépasser

neuf millions six cent mille francs, il est à diminuer de la moitié de son complément à neuf millions six cent mille francs. Lorsque l'assujettissement du contribuable à l'impôt a existé durant moins de quatre trimestres, les limites précitées sont à réduire en proportion des trimestres d'assujettissement à l'impôt.

C. Mise en vigueur

Art. 4. Les dispositions de la présente loi sont applicables à partir de l'année d'imposition 1986.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le *Ministre des Finances*,
Jacques Santer

Château de Berg, le 22 février 1986.
Jean

Le *Ministre de l'Intérieur*,
Jean Spautz

Doc. parl. n° 2951, sess. ord. 1985-1986.

Règlement grand-ducal du 22 février 1986 modifiant le règlement grand-ducal du 19 décembre 1969 portant exécution de l'article 71 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 71 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

Vu l'avis de l'organisme faisant fonction de Chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'alinéa 1^{er} de l'article 2 du règlement grand-ducal du 19 décembre 1969 portant exécution de l'article 71 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est remplacé par le texte suivant:

« En l'absence d'un contrat de louage de service valable l'exploitant agricole ou viticole peut néanmoins, pour tenir comptes des frais de logement et d'entretien des enfants ou autres proches parents, déduire des sommes forfaitaires fixées à cent quatre-vingt-trois mille francs par personne âgée de dix-huit ans ou plus au début de l'exercice d'exploitation et remplaçant une unité de main-d'oeuvre, et à cent quarante-sept mille francs par personne âgée de plus de quinze ans et de moins de dix-huit ans au début de l'exercice d'exploitation et remplaçant une unité de main-d'oeuvre. »

Art 2. Le présent règlement est applicable à partir de l'année d'imposition 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le *Ministre des Finances*
Jacques Santer

Château de Berg, le 22 février 1986.
Jean

Réglementation au tarif des droits d'entrée.

(Avis prévus à l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises, coordonnée le 18 juillet 1977, publiée au Mémorial par règlement ministériel du 4 octobre 1977 concernant la coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises.)

Conformément aux dispositions des Règlements du Conseil des Communautés européennes nos 3130/85 à 3137/85, 3157/85 à 3160/85, 3386/85 à 3393/85, 3453/85 à 3456/85, 3482/85 et 3483/85, 3542/85 à 3544/85, 3552/85 et 3553/85, 3604/85, 3606/85 et 3607/85, 3667/85 et 3670/85 à 3676/85 et 3683/85 des contingents tarifaires, à droit réduit ou nul, sont ouverts pour les produits suivants:

a) du 1^{er} décembre 1985 au 14 février 1986:

- certains harengs de flancs et harengs, frais ou réfrigérés (sous-position tarifaire ex 03.01 B I a 2 aa);

b) du 22 décembre 1985 au 28 février 1986:

- filets et blocs agglomérés (farce) surgelés de lieux de l'Alaska (sous-positions ex 03.01 B II b 17 et ex 03.01 B in 2)1
- filets et blocs agglomérés (farce) surgelés de merlus (sous positions ex 03.01 B II b 9 et ex 03.01 B I t 2);

c) du 1^{er} janvier 1986 au 30 juin 1986:

- certaines cerises douces, conservées dans l'alcool, destinées à la fabrication de produits en chocolat (sous-position ex 2006 B I e 2 bb);
- 21-tert-pentylanthraquinone (sous-position ex 29.13 F);
- certains catalyseurs (sous-position ex 38.19 G);

d) du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1986:

- rascasses du Nord ou sébastes (*Sébastes spp*) (sous-position ex 03.01 B I f 2) et cabillauds (*Gadus morhua*) (sous-position ex 03.01 B I h 2), destinés à la transformation;
- merlus argentés (*Merluccius bilinearis*) (sous-position ex 03.01 B I t);
- filets congelés de cabillauds (*Gadus morhua*) (sous-position ex 03.01 B II b 1);
- cabillauds (*Gadus morhua*), entiers ou décapités, salés (sous-position ex 03.02 A I b);
- cabillauds (*Gadus Morhua*, *Borcogadus saida* et *Gadus ogac*), séchées, salées ou en saumure (sous-position 03.02 A I b);
- filets de cabillauds, salés (sous-position ex 03.02 A II a);
- betteraves à salade (sous-position ex 07.01 G IV), originaires de Chypre;
- piments doux ou poivrons (sous-position 07.01 S), originaires de Chypre;
- boysenberries (sous-position ex 08.10 D), destinées à la transformation;
- figues sèches, en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kg (sous-position en 08.03 B), originaires d'Espagne;
- raisons secs, en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kg (sous-position ex 08.04 B I), originaires de Chypre ou d'Espagne;
- noisettes fraîches ou sèches (sous-position ex 08.05 G), originaires de Turquie;
- certains flancs de hareng (sous-position ex 16.04 C II);
- conserves de sardines (sous-position 16.04 D), originaires du Maroc ou de la Tunisie;
- pulpes d'abricots, originaires d'Israël, du Maroc ou de la Tunisie (sous-position ex 20.06 B II c 1 aa);
- certains vins de raisons frais et certains vins de liqueur (sous-position ex 22.05 C), originaires d'Algérie, de Chypre ou de Yougoslavie;
- eaux-de-vie de prunes «Sijivovica», originaires de Yougoslavie (sous-position ex 22.09 C IV a);
- tabacs de type «Prilep», originaires de Yougoslavie (sous-position ex 24.01 B);

- certains produits pétroliers (sous-positions ex 27-10 à 27.14) raffinés en Espagne;
- colophanes (sous-position 38.08 A);
- certains bols contre-plaqués de conifères (sous-position ex 44.15);
- soie grège (position 50.02);
- papier journal (sous-positions 48.01 A et ex 48.01 F);
- fils entièrement de soie (sous-position ex 50.04);
- fils entièrement de bourre de soie (sous-position 50.05 A);
- autre tissus de coton (position 55.09), originaires d'Espagne;
- certains tissus, velours et peluches, tissés sur métiers à main, originaires de divers pays (sous-positions ex 50.09, ex 55.07, ex 55.09 et ex 58.04);
- ferrosilicium (sous-position 73.02 C);
- ferrosilicomanganèse (sous-position 73.02 D);
- ferrochrome surrafiné (sous-position 73.02 E I);
- certaines autres qualités de ferrochrome (sous-position ex 73.02 E I);
- certains produits faits à la main, originaires de divers pays.

Des renseignements complémentaires concernant ces contingents tarifaires peuvent être obtenus dans tous les bureaux des douanes.

Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel et annexes, signé à Vienne, le 8 avril 1979. – Entrée en vigueur pour la Jordanie.

(Mémorial 1983, A, pp. 1026 et ss., 1297
Mémorial 1985, A, pp. 1046, 1220)

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 29 octobre 1985, la Jordanie a donné son accord pour l'entrée en vigueur de l'Acte indiqué ci-dessus.

Conformément à son article 25, paragraphe 2 (b), ledit Acte est entré en vigueur à l'égard de la Jordanie en date du 29 octobre 1985.